



C E T R I

ANALYSE 2015  
9 décembre

Centre tricontinental

## CHINE : HAUTS ET BAS DU FÉMINISME A TRAVERS L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Wang Zheng

**Associé aux luttes contre l'impérialisme, l'ancien régime et la culture confucéenne, le féminisme apparaît en Chine au seuil du 20<sup>e</sup> siècle, mais la cause des femmes ne progressera surtout qu'après la Révolution, en dépit de la mainmise masculine sur l'appareil d'État. L'ère postmaoïste a marqué un retour en arrière en termes d'émancipation féminine. Malgré la répression, une nouvelle génération de féministes cherche à faire entendre sa voix.**

En chinois, le mot « féminisme » peut se traduire de deux façons. La première, *nūquan zhuyi* (littéralement droits ou pouvoir des femmes), évoque pour le grand public l'image répulsive d'une femme avide de pouvoir et haïssant les hommes ; seul un groupe restreint d'intellectuels et de militants y ont recours. La deuxième, *nūxing zhuyi* (que l'on traduira par « féminin émancipé »), n'est pas non plus sans ambiguïté, étant utilisée soit comme synonyme de la première traduction, soit pour désigner une idéologie promouvant une féminité biologiquement déterminée. Pour nombre d'intellectuel(le)s chinois(es) qui se disent « féministes », le mot *nūxing zhuyi* renvoie toutefois à l'image d'un féminisme « plus soft », moins agressif que *nūquan zhuyi*.

En Chine, le féminisme fait partie des idéologies que la population chinoise instruite a commencé à adopter au seuil du 20<sup>e</sup> siècle dans sa quête de modernité et son rejet de l'ancien système dynastique. Tout comme le rêve d'une Chine moderne n'a jamais été homogène, le féminisme a été appréhendé de différentes manières. Toutes cependant exprimaient une commune préoccupation pour des réformes de société sur la question du genre.

### Naissance du féminisme

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, le féminisme s'articulait à des sensibilités idéologiques diverses, anarchistes, socialistes, libérales, évolutionnistes, eugénistes ou nationalistes. En cherchant à bousculer la hiérarchie hommes-femmes sous-tendue par l'ancienne philosophie chinoise et par les normes confucéennes, ses partisan(ne)s aspiraient à un avenir meilleur : à savoir une société plus humaine, centrée sur la justice sociale et l'égalité, une société moderne rompant avec les normes sociales confucéennes contraignantes qui scellaient alors les relations de parenté ; et avec le contrôle exercé par le système politique impérial et la République autoritaire qui lui succédera.

Malgré leurs différences idéologiques, ces réformateurs et réformatrices convergeaient sur la nécessité d'une transformation des pratiques de genre associées à cette civilisation qui avait sombré dans une crise profonde dans le contexte d'expansion impérialiste et colonialiste. La convergence de ces idées et pratiques différentes, et souvent contradictoires, a néanmoins conduit à la diffusion d'un nouveau mot d'ordre dans cette Chine du début du 20<sup>e</sup> siècle : *nannü pingdeng*, une expression, forgée de toutes pièces qui traduisait vaguement, en chinois, l'idée d'égalité sexuelle qui s'était répandue dans le monde depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

En 1911, après la chute de la dynastie Qing, des femmes éduquées, membres de l'élite, qui avaient participé à la révolution contre le gouvernement impérial, lancèrent un premier mouvement en faveur du suffrage féminin et de l'égalité politique. La résistance d'un président dictatorial à ce projet les poussa ensuite à s'engager dans l'éducation des femmes. Elles poseront notamment les bases d'une fondation sociale pour les droits politiques des femmes.

En 1919, leurs étudiantes se mobilisèrent en masse dans le Mouvement du 4 mai, un mouvement patriotique anti-impérialiste qui contribuera à briser la ségrégation sexuelle dans la vie publique. Quelques intellectuels radicaux masculins, à l'initiative en 1915 du mouvement Nouvelle Culture qui se proposait de lutter contre le confucianisme, participèrent également à la rénovation de la critique féministe, considérant la hiérarchie des genres et la ségrégation comme la quintessence de la culture confucéenne.

La convergence entre Nouvelle Culture et le Mouvement du 4 mai permit de faire du « féminisme » l'un des discours politiques phares de l'ère républicaine. Les journaux de l'époque diffusaient quantité de textes féministes sur les « droits des femmes » (*nüquan yundong*) dans le contexte global. Et, en 1922, les premières organisations féministes nationales virent le jour. Elles réclamaient l'égalité et le droit des femmes à la participation politique, à l'éducation, à l'emploi, et même la liberté en matière de mariage et de divorce.

### **Rôle et impact de la Révolution sur les droits des femmes**

Dès sa naissance (1921), le Parti communiste chinois (PCC) fit siennes les revendications féministes du 4 mai. Plusieurs fondateurs importants du PCC plaidaient depuis longtemps en faveur du féminisme. Et après avoir adhéré au marxisme, beaucoup de ses membres commencèrent à relier le débat sur les droits des femmes au programme socialiste, en mettant l'accent sur l'élimination de la propriété privée et du système de classes comme condition nécessaire à une libération intégrale des femmes.

Les « féministes » du Parti luttèrent alors pour la création d'une constituante féministe dans le mouvement, avec ses organisations propres, et bien qu'ils considéraient souvent comme « bourgeoises » toutes celles qui n'adhéraient pas à leur cause, ils reprirent et mirent en œuvre l'agenda féministe du 4 mai, tout en le revisitant. L'expression *funü quanli* (droits des femmes) acquit alors une légitimité incontestée au PCC, qui institutionnalisa, dès le début des années 1920, des activités de promotion de ces droits, tout en mobilisant les femmes dans la Révolution communiste.

La victoire du PCC en 1949 a permis à ces féministes de faire pression sur le pouvoir d'État pour concrétiser leurs revendications. Lors du premier Congrès national des femmes organisé par les féministes du PCC en mars 1949 la décision fut prise de créer une organisation nationale de femmes, la Fédération démocratique des femmes de toute la Chine, devenue, en 1957, la Fédération des femmes de toute la Chine (ACWF). Cette organisation coupole unifiait horizontalement toutes les organisations féminines membres du PCC et toutes les autres organisations officielles de femmes actives tant au niveau national qu'à l'échelle du village. Grâce à ce vaste réseau, les féministes impliquées dans l'État socialiste pouvaient mettre en œuvre d'importants programmes d'émancipation.

La loi sur le mariage de 1950 fut la première pièce maîtresse de ce projet. Elle imposait le démantèlement du mariage traditionnel et instaurait de nouvelles normes, dans le sens de l'égalisation. D'autres programmes féministes remarquables furent également mis en œuvre au tout début de la République populaire de Chine, en matière d'alphabétisation des femmes, d'emploi, de participation politique et de santé reproductive notamment. Profitant de leur position dans les appareils de l'État, les féministes chinoises se sont efforcées aussi de promouvoir une plus grande participation tant à la production sociale qu'à la révolution socialiste. Les efforts déployés vers les classes populaires rurales et urbaines en vue d'éliminer les hiérarchies de classes et de genre, en diffusant notamment les conceptions et les pratiques axées sur les « droits des femmes », furent eux aussi significatifs.

### **Frustrations et régressions**

Mais les féministes socialistes cumulèrent vite les frustrations face aux restrictions et contradictions propres à leur environnement politique. Certes, sur le plan idéologique, la plateforme du Parti avait

intégré l'objectif d'« égalité entre hommes et femmes » et celui-ci était même inscrit dans la Constitution de la République populaire de Chine. Mais, sur le plan institutionnel, aux différents niveaux de l'administration, le leadership au sein du PCC était toujours exercé en priorité par des hommes. Beaucoup d'entre eux ne s'étaient pas départis de leur sexisme. De plus, la Fédération des femmes de toute la Chine avait été conçue, non pas comme une branche exécutive du gouvernement, mais comme une organisation de masse subordonnée au Parti. Et cette subordination de l'organisation de masse à un Parti à dominance masculine contribua finalement à marginaliser l'ACWF dans la structure de l'État.

Le terme de « féminisme bourgeois étriqué » était d'ailleurs utilisé comme une arme politique visant à disqualifier les féministes, accusées d'œuvrer en faveur des seuls intérêts et priorités des femmes, notamment lorsqu'elles critiquaient le chauvinisme machiste existant dans les rangs du PCC. Dans ce contexte, les féministes optèrent pour une stratégie de dissimulation de leur agenda sous des slogans de parti sexuellement non marqués. Cette manœuvre leur permit de faire avancer leurs propres luttes en coulisse tout en se retranchant derrière l'autorité du Parti. Ce faisant, elles ont aussi contribué au mythe d'un parti monolithique et patriarcal qui faisait sporadiquement preuve de bienveillance envers les femmes.

Depuis que le PCC a commencé à abandonner la voie socialiste à la fin des années 1970, le rôle joué par les féministes en Chine est largement négligé dans la littérature historique. La critique concertée des intellectuels chinois des crimes commis par le PCC pendant la dictature de Mao Zedong a fini par assimiler toutes les réalisations, même positives, de cette période noire à des maux qu'il fallait combattre. Le discours antisocialiste qui commença alors à avoir le vent en poupe était grossièrement réducteur et ouvertement machiste. Dans les efforts pour démanteler l'ancien PCC autoritaire, les intellectuels postsocialistes ont contribué à amalgamer valeurs et pratiques socialistes égalitaires et féminisme. Les pratiques égalitaires entre hommes et femmes furent même stigmatisées, considérées comme un héritage imposé par l'État maoïste, qui aurait déformé la féminité naturelle pour masculiniser les femmes.

L'élite urbaine travailla aussi à la restauration d'une différenciation stricte en termes de genre, en adhérant à des idées en apparence contradictoires: d'un côté, en accueillant une modernité capitaliste symbolisée par l'érotisation et la banalisation des femmes par le biais de la publicité ; et de l'autre, en revitalisant une tradition confucéenne caractérisée par de prétendues « vertus féminines orientales ».

## **Le renouveau**

Dans ce contexte de réaction sévère, celles qui avaient autrefois bénéficié des politiques socialistes d'égalisation des genres durent à nouveau se mobiliser. Toute une génération de citadines instruites, occupant désormais des positions dans les institutions académiques, a commencé à s'impliquer dans des recherches sur les femmes. Tout en établissant de nouveaux liens avec des groupes apparentés aux Fédérations de femmes, elles ont ensuite cherché à peser sur les politiques publiques au moment même où l'on assistait à un démantèlement des mécanismes socialistes favorables à l'égalité des genres. Saisissant l'opportunité offerte par l'organisation, en 1995, de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes des Nations unies, beaucoup d'entre elles, fortes d'une nouvelle légitimité, fondèrent leurs propres ONG féministes grâce aux ressources de donateurs internationaux. Le monopole de l'ACWF dans la direction du mouvement d'émancipation des femmes chinoises fut de fait remis en question, même si les deux types d'organisations coopéraient davantage entre elles que ne se concurrençaient.

La quatrième Conférence mondiale sur les femmes ne contribua pas seulement à modifier les dynamiques d'organisation au sein du mouvement chinois d'émancipation des femmes, mais lui apporta aussi de nouveaux concepts, comme celui du « genre », introduit par les féministes de la diaspora durant la préparation de cette Conférence. Il permettait alors de remettre en question le discours postsocialiste sur la féminité et de montrer l'incapacité d'une vision marxiste trop bornée à expliquer les relations de pouvoir entre genres dans tous les modes de production.

Après la Conférence des Nations unies, faute d'une pression efficace pour endiguer la dérive de l'État vers un capitalisme qui creusa les écarts de revenus entre les classes et les sexes, les ONG féministes chinoises ont continué à faire progresser leurs causes. Législation contre les violences domestiques, plaidoyer pour un accroissement des ressources des femmes rurales des régions pauvres, aide

juridique pour les femmes victimes de violations de leurs droits, promotion de la participation des femmes rurales à la gestion des villages... Suite à l'action de l'ACWF, une Caisse sociale au niveau des municipalités fut créée afin de diminuer l'impact sur les ouvrières des villes de la suppression des prestations en faveur de la santé reproductive, lesquelles étaient assurées auparavant par les entreprises d'Etat. Reste que toutes ces réalisations se sont accompagnées d'un accroissement des discriminations de genre, tant en matière d'éducation et d'emploi que de harcèlement sexuel sur le lieu de travail.

Depuis peu émerge une nouvelle génération de jeunes féministes qui se distinguent de leurs prédécesseurs par le style de leur militance. Grâce à une série de facteurs combinés (élargissement de la classe moyenne, expansion de l'enseignement supérieur, politique de l'enfant unique), la Chine a connu un accroissement exponentiel du nombre de jeunes femmes diplômées de l'enseignement supérieur ou universitaire qui refusent de plus en plus toute discrimination.

Dans cette société sexiste, ces jeunes femmes disposent de peu de ressources sociales pour faire entendre leur voix ou pour participer au processus d'élaboration des politiques, à la différence de leurs prédécesseurs. Malgré tout, de jeunes militantes féministes courageuses et créatives se sont mises à organiser des actions publiques pour attirer l'attention des médias et du public sur la situation des femmes. Elles occupent les cabines des hommes dans les bains publics ; elles se rasent la tête pour protester contre les discriminations entre les sexes dans l'enseignement supérieur ; elles protestent contre le harcèlement sexuel dans le métro ; ou encore enduisent de sang en public des robes blanches de mariée pour protester contre la violence domestique. À chaque fois, elles photographient et filment leurs actions, en vue de provoquer des débats publics sur les problématiques féministes.

Le 7 mars 2015, l'arrestation et la détention de cinq jeunes militantes qui se préparaient à afficher dans les transports publics des autocollants contre le harcèlement sexuel au moment où les féministes du monde allaient lancer Pékin + 20 pour évaluer les progrès de la cause des femmes depuis 1995 déclencha un tollé international. Des féministes du monde entier se mobilisèrent et plus de 2 millions de pétitions par le monde ont été signées pour réclamer la libération de leurs consœurs. Pour la première fois, le militantisme féministe chinois était mis sous le feu des projecteurs médiatiques. Révélatrice du durcissement du contrôle de l'État sur les mouvements sociaux, cette détention a galvanisé la jeune génération. Après leur libération beaucoup de jeunes femmes se sont jointes aux réseaux de discussion sur ces problématiques.

Cet activisme coexiste cependant avec les efforts déployés par celles qui travaillent avec l'État et à l'intérieur de celui-ci. Le Sommet des Nations unies coorganisé en septembre 2015 avec le gouvernement chinois témoigne de leurs réalisations. Ces féministes ont su utiliser cette plateforme globale pour responsabiliser l'État par rapport à ses engagements en faveur de l'égalité des genres. Quelles que soient les différences entre leurs préoccupations, défis et stratégies, les multiples groupes de féministes chinoises de provenance sociale différenciée ont continué à mener des luttes féministes très dynamiques dans la Chine contemporaine.

**Wang Zheng est professeure en Women's Studies à l'Université du Michigan, directrice du China Gender Studies Project, fondatrice et codirectrice de l'Institute for Gender Studies à l'Université Fudan à Shanghai, auteure de nombreux écrits sur le féminisme en Chine.**



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon



